

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service sécurité de l'environnement industriel

**A R R E T E**  
**de mise en demeure**

AFFAIRE SUIVIE PAR Marie-Agnès GAULT  
TELEPHONE 02.38.42.42.76  
COURRIEL marie-agnes.gault@loiret.gouv.fr  
REFERENCE MISES EN DEMEURE / AGRO ALIMENTAIRES  
AMD SAVANE BROSSARD V3

**Société SAVANE BROSSARD à  
PITHIVIERS,  
rue de la Gare de Marchandises**

***Le Préfet du Loiret  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite***

- VU le code de l'environnement, notamment son titre VII du livre I<sup>er</sup> et son titre I du livre V, et plus particulièrement les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 autorisant la Société BROSSARD à exploiter une usine de fabrication de pâtisseries industrielles sur le territoire de la commune de PITHIVIERS, rue de la gare de Marchandises (mise à jour administrative),
- VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2016 imposant à la Société SAVANE BROSSARD, implantée à l'adresse susvisée, des prescriptions complémentaires relatives aux traitements et aux rejets d'effluents liquides et au confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre,
- VU le dossier présenté par l'exploitant le 19 janvier 2017 relatif à une demande de modifications des prescriptions des valeurs limites d'émission des rejets aqueux imposées par l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2016 précité,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) du Centre-Val de Loire relatif à l'inspection de cet établissement réalisée le 2 mai 2017,
- VU le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL du Centre-Val de Loire du 30 mai 2017, transmettant le rapport d'inspection à l'exploitant et l'invitant à présenter, dans un délai d'un mois à compter de sa réception, ses observations vis-à-vis des non-conformités relevées lors du contrôle du 2 mai 2017,
- VU le courriel en réponse de l'exploitant du 30 juin 2017,
- VU le courrier en réponse de l'inspection envoyé à l'exploitant le 5 juillet 2017,
- VU les conclusions de la réunion relative aux engagements de mises aux normes de l'entreprise BROSSARD, tenue le 25 juillet 2017 en sous-préfecture de PITHIVIERS,
- VU le courriel de l'exploitant du 4 août 2017,
- VU le courrier de l'inspection envoyé à l'exploitant le 8 août 2017,
- VU le nouvel échéancier de travaux de mise en conformité du site transmis par l'exploitant le 21 septembre 2017,
- VU les conclusions de la réunion tenue le 22 septembre 2017 en sous-préfecture de PITHIVIERS, suite à la transmission par l'exploitant du nouvel échéancier susvisé,

VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2017 mettant en demeure la Société SAVANE BROSSARD, et actant notamment le nouveau calendrier précité,

VU les conclusions de la réunion tenue le 6 avril 2018 en sous-préfecture de PITHIVIERS,

VU les éléments transmis depuis par l'exploitant justifiant de l'avancée de la mise en conformité de son établissement,

VU le courrier de l'exploitant du 6 juillet 2018 justifiant de l'avancée de mise en conformité et demandant un report d'échéance du reste à solder,

VU le rapport et les propositions actualisées de l'inspection des installations classées de la DREAL du Centre-Val de Loire transmis au Préfet le 8 août 2018,

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, lors de sa visite d'inspection du 2 mai 2017 des installations exploitées par la Société SAVANE BROSSARD, a constaté l'inobservation des dispositions des articles 3.5.2.2., 3.5.2.3., 3.5.7.1. et 4.3.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005 ainsi que de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que les constats d'inobservations des dispositions des articles 3.5.2.2., 3.5.2.3. et 3.5.7.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005 avaient déjà été relevés lors de la visite d'inspection du 6 octobre 2016,

CONSIDERANT que l'absence de désenfumage dans le bâtiment existant ne permet pas l'intervention des services d'incendie et de secours ainsi que l'évacuation du personnel en toute sécurité en cas de sinistre,

CONSIDERANT que les éléments de réponse transmis par l'exploitant le 4 août 2017 n'apportent pas d'éléments satisfaisants suite aux conclusions de la réunion tenue le 25 juillet 2017 en sous-préfecture de PITHIVIERS,

CONSIDERANT que les éléments transmis ensuite par l'exploitant, et notamment son courrier du 6 juillet 2018, permettent de satisfaire aux dispositions des articles 2.1, 2.2, aux premiers alinéas des articles 2.3 et 2.4, au dernier alinéa de l'article 2.4 ainsi qu'à l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé du 13 octobre 2017,

CONSIDERANT que la demande de report de délais sollicitée par l'exploitant pour les deuxième et troisième alinéas de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité du 13 octobre 2017 est justifiée par les difficultés techniques et par son engagement à mettre en place des moyens de lutte contre l'incendie supplémentaires dans la partie usine,

CONSIDERANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement stipule notamment que *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. »*

CONSIDERANT que face à ces manquements et eu égard aux atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du même code en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles des arrêtés susvisés,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup>

La Société SAVANE BROSSARD, dont le siège social est situé 5 rue Pauling, Techniparc, 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE, est mise en demeure de respecter les prescriptions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de PITHIVIERS, rue de la gare de Marchandises, **dans les délais fixés à son article 3.**

### Article 2

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 octobre 2017 est abrogé.

### Article 3

#### *Article 3.1.*

La Société SAVANE BROSSARD justifie de la mise en place des systèmes de désenfumage (article 3.5.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005) avec l'échéance maximale du 31 décembre 2019 : transmettre les justificatifs d'installation des équipements de désenfumage de la partie usine prenant en compte le risque lié à la zone d'effet du silo de la Société MALTERIES FRANCO-BELGES.

#### *Article 3.2.*

La Société SAVANE BROSSARD justifie de la mise en place de réseaux d'extinction automatique et de leur adéquation au risque dans l'entrepôt « Mauffrey » (article 3.5.7.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005) pour le 31 décembre 2018 au plus tard.

### Article 4 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 3, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à son encontre, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article.

### Article 5 : Notification

Le présent arrêté est notifié à la Société SAVANE BROSSARD par voie postale.

Une copie de cet arrêté est transmise à la Sous-Préfète de PITHIVIERS, au Maire de PITHIVIERS et à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la DREAL du Centre-Val de Loire.

### Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret et l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la DREAL du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLEANS, LE **23 NOV. 2018**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

  
Stéphane BRUNOT

### VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1, **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification.

